

Notes de lecture

Dans les beaux quartiers. - Pinçon, Michel et Pinçon-Charlot, Monique. - Paris, Ed du Seuil, 1989

Ceux qui ont pris l'habitude de parcourir Paris, à travers la ligne de métro Porte d'Orléans-Porte de Clignancourt et qui se précipitent sur le Bd St Michel dès qu'ils ressentent le besoin de flâner ne peuvent imaginer qu'à l'ouest de la ville vit une autre société, à l'écart des bruits de la ville et de ses contraintes.

Pour le parvenu (et le premier venu). Paris est une ville cosmopolite où se mélangent des populations d'origine diverse, dans une harmonie presque parfaite où les risques de guerre urbaine sont réduits à néant par la logique implacable du marché immobilier et par un astucieux déplacement de la centralité qui satisfait l'amour-propre des communautés à forte identité culturelle (les Chinois, les Maghrébins, les Africains...) contribuant-elles mêmes par leur attachement à un territoire, à s'exclure d'un espace urbain beaucoup plus vaste où des modes de vie différents s'étaient aux yeux de ceux qui osent franchir les frontières. Comme l'ouvrier qui n'oserait s'introduire dans une réception mondaine sans ressentir un malaise, les habitants des agglomérations populaires ne pensent pas un instant transgresser les limites de leur quartier de sorte qu'on peut trouver des gens installés depuis longtemps à Paris et qui restent dans l'ignorance presque totale des «beaux quartiers». On peut ainsi se persuader que les représentations à l'égard des quartiers chics produisent autant d'effet que les mécanismes de ségrégation réelle qui fondent les lignes de partage à l'intérieur de la ville.

En vérité, les «beaux quartiers», c'est quoi. C'est d'abord des arrondissements à résonance magique le VI, le VII, le VIII et le XVI où l'on devine de beaux espaces et des appartements spacieux, de belles avenues, des magasins prestigieux et souvent de beaux jardins (le bois de Boulogne est à proximité) ? C'est aussi des gens riches, une classe de bourgeois et d'aristocrates libérés du souci financier qui peuvent se loger là où ils veulent et donc loin des classes pauvres. Les Adelon qui habitent Neuilly prétendent que le mètre carré vaut 50.000 FF. Quand on sait qu'ils sont propriétaires d'un appartement de 400 m², on peut donc estimer son prix à 20 millions de francs. Le prix moyen du m² à Neuilly est beaucoup moins cher (environ 18.000 FF), mais comme le soulignent les auteurs, la moyenne n'a aucun sens parce qu'elle ne permet pas de mesurer les possibilités réelles que peuvent mobiliser les classes riches, pour s'approprier un espace. La question n'est pas celle du prix mais celle de la

rareté. Les beaux quartiers n'étant pas extensibles à souhait, seuls ceux qui peuvent se payer cette rareté, en jouissent aisément.

Il s'agit des gens bien nés qui peuvent revendiquer le privilège de l'ancienneté et celui de l'héritage, pour se sentir chez eux. Il en résulte selon les auteurs « une grande concentration du milieu familial parents, enfants mariés, oncles et tantes résident dans un périmètre restreint...

L'aristocratie et la grande bourgeoisie ne sont pas les seuls occupants de ces espaces. En termes de CSP, on retrouve les chefs d'entreprises, les cadres et professions intellectuelles supérieures. Neuilly qu'on peut prendre pour modèle, abrite parmi sa population active 37,2% de cadres et professions intellectuelles supérieures et 4,3% de chefs d'entreprises. Ce qui suppose une relative mobilité géographique à l'intérieur de la ville (il s'agit souvent de nouveaux arrivés), mais aussi un très fort pouvoir d'attraction des arrondissements en question.

L'homogénéité apparemment idéologique de ces populations (quelle que soit la nature des élections, le vote est largement majoritaire pour les candidats de la droite et de l'extrême droite) n'arrive pas à estomper l'opposition sociale entre l'ancienne bourgeoisie encore fortunée, celle qui possède des titres d'excellence mais se retrouve désargentée et les nouveaux riches, à l'image de ceux qui habitent Bagatelle, à Neuilly et qui sont assimilés, à des quasi immigrés, tant leur mode de vie (genre snob, m'as-tu-vu) jure avec l'apparence stricte et souvent très catholique des anciens de Neuilly.

Pour se ménager un espace résidentiel, en faire un espace privé, les classes supérieures doivent déployer des trésors d'intelligence pour se préserver des classes inférieures en défendant une intégrité sociale et spatiale. L'une des inventions pour rester entre soi, c'est la création de clubs, ou de cercles privés dont le rallye est l'expression la plus significative parce qu'il permet de ne pas laisser le hasard commander la rencontre amoureuse des enfants et des petits enfants, tout en leur inculquant l'apprentissage de la reconnaissance de leur semblable. C'est par cette double opération de mise à distance des autres et de mise en place d'institutions qui permettent de sélectionner les proches que le pouvoir social des classes supérieures est aussi un pouvoir sur l'espace. Cette ségrégation qui s'exerce à l'égard des classes populaires dont la condition économique précaire condamne souvent au ghetto banlieusard a aussi un effet sur les classes moyennes dont l'extrême mobilité résidentielle est le signe d'un effort désespéré pour se rapprocher des « beaux quartiers ».

Ce livre qui vient prolonger une longue réflexion sur la ville¹ est l'œuvre d'authentiques anthropologues qui ne se contentent pas de dissenter sur les chiffres (même s'ils sont utiles lorsqu'ils sont bien relevés), mais pénètrent la société qu'ils étudient de l'intérieur, à l'aide de l'entretien notamment². Les mécanismes qu'ils décrivent ici se rapportent à une ville dont l'espace est déjà relativement structuré.

Mais l'entreprise ne manque pas d'intérêt pour nous, aussi bien par sa démarche que par la population qu'elle cible. En effet, jusqu'à aujourd'hui, les rares études qui ont porté sur les villes Algériennes, ont ciblé un espace physique (la Médina, les quartiers pauvres, les bidonvilles) et négligé le mouvement réel (et historique) toujours inachevé de populations désireuses de renforcer leur pouvoir social par un pouvoir sur l'espace de la ville.

Faouzi ADEL

Navez-Bouchanine, Françoise. - *Habiter la ville marocaine*. - Paris, l'Harmattan. 315 pages

Françoise Navez-Bouchanine nous présente son étude en l'encadrant de façon subtile par des citations puisées dans *Les villes invisibles* de I. Calvino³. Par ce titre dont l'évocation est connotée, elle indique sa position critique sur les méthodes de conception architecturale et urbanistique qui ne prennent pas en considération l'usager dans l'organisation de l'espace. L'ouvrage est préfacé par J. Rémy qui appuie la mise en garde de l'auteur sur toute possibilité d'association terminologique pouvant aboutir à une sorte de guide à la conception architecturale. L'étude explique la relation complexe entre trois composantes de la ville que sont les habitants, l'architecture et l'urbanisme. Leur articulation dans la vie de tous les jours se traduit par l'*appropriation de l'espace* en tant que processus interactif. C'est sur cette base que s'avance l'hypothèse de *l'implication réciproque entre l'espace et le social*.

De multiples observations sur les pratiques de l'espace vécu et l'espace conçu par les architectes et urbanistes, font constater une *discordance de logique* qui se traduit par des formes *d'adaptation* de la part de l'usager.

¹ PINÇON, Michel.- Cohabiter. Groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM. Plan de construction, coll. « Recherches ». 1982.

Monique Pinçon-Charlot.- Ségrégation urbaine. Classes sociales et équipements collectifs en région parisienne.- Paris. Anthropos. 1986. en coll avec E. PRETECEILLE et P. RENDU.

² Pinçon, Michel et Pinçon-Charlot Monique.- Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête.- PUF. Mai 1997.

³ Calvino, Italo.- *Les villes invisibles*.- Paris, Seuil, 1974.- coll. Points.

D'une complexité considérable, ces rapports mènent à se questionner *sur la vie quotidienne des gens des villes à travers des valeurs et comportements des habitants dans leurs convergences des modèles de recomposition de l'espace et les mécanismes d'appropriation*. En réfutant la thèse de la fragmentation des villes marocaines l'auteur se donne plusieurs objectifs :

1- *Lecture des modèles socio-culturel" à travers les différentes modalités d'appropriation de l'espace privé et public en prenant à « témoin » les pratiques d'habiter. Vivre le socio-culturel à travers l'habitat.*

2- *Description des pratiques habitantes dans la perspective de l'aide à la décision dans le sens à reconnaître une compétence aux usagers. Lire l'habitat à travers le socio-culturel.*

3- *Apporter une contribution au vaste débat sur l'émergence des nouvelles urbanités dans les villes des pays en développement considérant les concepts de "citadinité " et "urbanité" qui posent le problème de statut de l'espace.*

Le thème central de l'étude porte sur le concept de *l'appropriation de l'espace* qui interfère *diverses échelles de la vie collective* (intérieur, extérieur, public, privé). Elle renvoie aux transformations de l'espace selon les aspirations des usagers (ce qui fait dire à) que l'auteur qualifie comme étant (qu'elle est) l'expression du *"patrimoine vivant"*. Elle entend par là convaincre les décideurs à saisir le message des pratiques transformatrices de l'usager et à reconnaître en elles une *compétence* à intégrer dans la démarche conceptuelle.

Les points développés dans la problématique montrent *les rapports particuliers entre espace et société dans un contexte de changement identité culturelle / application de modèles architecturaux et urbanistiques qui s'attachent à des contenus formels*. Ils rejoignent ainsi les critiques qui ont remis en cause les approches de la *projection mécanique du social sur le spatial* et qui croisent celles de la psychologie de l'environnement ou *comportements, expérience de la personne et environnement.. forment un système dynamique*. A ce titre la démarche de l'étude met en revue l'évolution de différentes approches sur la ville et souligne sa préoccupation qui consiste à *éviter autant le piège des usagers que le piège des formes...* et à *contrer toute interprétation mécaniste de la réappropriation culturelle ou tout angélisme tendant à glorifier les couches populaires comme seules porteuses de "l'authenticité culturelle"*. Elle relève de l'anthropologie de l'espace pour apporter un éclairage aux situations de changements qui caractérisent *les modes d'organisation économique et sociale*. Le souci d'une *vision globale de la réalité vécue* a conduit l'enquête à multiplier les types d'habitats et les villes. Elle aboutit ainsi à montrer les différentes expressions de

l'appropriation de l'espace et les *convergences* que l'on retrouve de *manière constante dans les grands principes d'organisation*. En articulant les *modèles* d'habiter à différentes échelles de lecture (l'espace privé, limitrophe, urbain) à l'appropriation, l'étude révèle ainsi les tendances de la nucléarisation à travers l'émergence de l'individu et les changements en cours. Sous leur *apparent "désordre"*. *Transparaissent une logique... un ordre, des mécanismes de régulation plus ou moins opérants mais aussi des conflits, des hésitations, des contradictions.*

La conclusion rappelle *l'impossibilité de modeler les pratiques par des dispositifs spatiaux* et met toutefois en lumière la *capacité de ces dispositifs "à moduler pratiques et représentations autant que celles à être modulées, en retour, par ces dernières.* Notant la particularité des villes anciennement colonisées, des perspectives de travail sont esquissées sur *la production des modèles d'habiter dans une analyse de changements sociaux.* L'auteur signale notamment que les villes en développement, représentent *un champ d'application particulièrement stimulant* pour la recherche.

Ammara BEKKOUCHE

La ville dans tous ses états.- Alger, Casbah Editions 1997.- CoII Réflexions, 3

Dix études sur la ville sont réunies dans cet ouvrage de la désormais incontournable collection *Réflexions* de Casbah Editions. Autant d'approches sur notre vision, notre perception et nos rapports à la ville, avec une critique de la notion de *citadinité*.

Une remarque préliminaire s'impose dans le texte de présentation, Larbi Icheboudène nous explique que le choix du titre *«est celui que nous voulons porteur à la fois de discours critique et d'espoir pour la ville algérienne»*. Le projet est généreux mais sept articles sur Alger, un sur Tlemcen et un sur Constantine, peuvent-ils faire la ville algérienne ?

Quatre thèmes se dégagent de ces dix études : la *citadinité* est-elle un concept/une notion ? un problème concret la gestion des déchets ménagers, la musique comme pratique identitaire citadine et la question de l'administration de la capitale.

Volontaire ou non, le débat, par études interposées, sur la notion de *citadinité*, oppose le point de vue quelque peu radical de Rachid Sidi Boumediene à ceux de Larbi Icheboudène et Djillali Sari alors que le pont de vue de Madani Safar-Zitoun est plus nuancé.

Ainsi, Rachid Sidi Boumediene essaie de démontrer que *«la citadinité : une notion impossible»* parce qu'*«inapte comme outil d'analyse scientifique»* du fait de sa charge idéologique. Il estime que cette notion *«ressemble à un concept valise, on peut y mettre ce qu'on veut»* de plus, *« elle dissimule une affirmation de droits de légitimités et*

de droits... ». Les réticences de l'A. sont légitimes lorsqu'il s'en prend à l'essentialisme : on serait citoyen par essence, par naissance (?). Si l'approche est claire : *la citoyenneté est un système de représentation de soi et... ce sont les rapports sociaux qui lui donnent force et faiblesse*, les arguments, par contre, manquent parfois d'épaisseur. La citoyenneté ne peut, à elle seule et uniquement, fonder la civilisation, La bourgeoisie et le «petit peuple» sont-ils vraiment rivaux dans la citoyenneté ? Ne la fondent-ils pas ensemble ? Tous les citoyens ne sont pas forcément riches financièrement. Sauf à donner des exemples concrets et précis, ce que ne fait pas l'A., cette analyse ne repose sur rien d'autre que la subjectivité et les impressions que l'A. condamne chez Benatia et Lesbet. Et l'on comprend pourquoi ce sont « *les descendants d'esclaves ou de serviteurs (qui deviennent) les véritables dépositaires de la citoyenneté* » et pourquoi il y a eu « *transfert de légitimité vers les couches populaires* ».

La meilleure illustration de la non-scientificité de la notion de citoyenneté comme veut le démontrer R. Sidi Boumediene, nous est donnée par l'étude de Larbi Icheboudène : *la difficulté d'être Algérois*. Opposer Algérois à néo-citadin, c'est au mieux faire dans la confusion, au pire à supposer qu'il n'est de citoyen qu'Algérois. C'est admettre que tous ceux qui ont occupé (sic) Alger après 1962 sont des ruraux qui de plus ont fait fortune en entrant à Alger. L'A. a des idées simples : Alger « *a perdu cette hégémonie que les capitales exercent grâce à leurs savoirs et pouvoirs sur le reste de la société* ». Que je sache, ni Rabat, ni Bonn, ni Brasilia, ni Pretoria, ni Canberra, ni Ottawa, ni Washington, ni même Madrid ou Rome, n'exercent de magistère sur le reste du pays ; faut-il citer d'autres exemples ? Aussi est-il normal que l'A. voit deux Algérois : ceux à peine admis (par qui et au nom de quoi ? Seuls Dieu et l'A. le savent) et les autres, les légitimes (au nom de qui, de quoi et grâce à qui, à quoi ?). Rachid Sidi Boumediene a bien raison de se méfier de *l'essentialisme*. Maougal, en faisant douce violence à l'histoire (ce n'est pas son propos), nous offre un beau récit sur *Algérie, capitale Alger*.

Avec ce petit clin d'oeil au poème d'Anna Gréki, une phrase rapide mais qui se pose en porte-à-faux avec un ouvrage commenté plus haut : « *Rien ne la [Alger] prédestinait à ce statut prestigieux, ni à ce rôle cardinal.* »

La contribution de Djillali Sari sur *Tlemcen, source preme de la citoyenneté*, est autrement plus convaincante que celle de L. Icheboudène et nous réconcilie avec cette *impossible notion*. Inscire la vision d'une ville dans son parcours historique permet de mieux voir les graves atteintes que lui portent tant ceux qui y vivent que ceux qui décident pour elle. Même s'il est juste d'écrire que « *Tlemcen illustre parfaitement toute la réalité de la citoyenneté* », il reste un peu excessif d'affirmer que

cette dernière «*s'est développée depuis les deux derniers millénaires...*».

Expressions de la citadinité, la musique et deux beaux textes d'Ahmed Serri et d'Abdelmajid Merdaci le confirment si besoin est. Mais Djaffar Lesbet, *La Casbah une cité en reste* et Chérifa Hadjij, *Gérer les déchets ménagers. Espaces et pratiques à Alger*, nous ramènent à la déplorable réalité de nos villes. La triste promenade dans les ruelles de la Casbah à laquelle nous invite D. Lesbet, nous rappelle tout ce que nous avons perdu en technicité et en savoir-faire. D. Lesbet pose un problème de fond lorsqu'il écrit : «*dès que l'espace n'est plus évocateur des souvenirs et des valeurs partagées qui ont conditionné l'attachement au lieu, il résulte une incompréhension entre les hommes et le lieu.* » En effet, il semble que ce conflit entre les hommes et leur environnement urbain, se pose plus dans le cas des quartiers anciens des vieilles villes (la Casbah mais également le Vieux Constantine, le Vieil Oran) que dans le cas des quartiers et des villes produits par l'urbanisme colonial. La cité de l'Hôpital à Sidi Bel Abbès, créée au début des années 1950 pour de petits fonctionnaires et vidée des 9/10^è de sa population après 1962, a conservé ses caractéristiques de cité calme, propre et l'entraide entre voisins n'est pas un vain mot. Seules les études comparatives peuvent donner une réponse sérieuse. Le lien social s'est donc perdu à Alger et «*les dégâts occasionnés par une gestion clientéliste de la cité*» ne peuvent être dépassés que par une profonde révision des pratiques administratives estime Madani Safar-Zitoun. Et il revient à M'hand Kacemi de nous expliquer la portée des textes qui ont créé le gouvernorat du Grand Alger et ce qui est attendu de cette nouvelle structure administrative. Malheureusement l'A. ne nous dit pas ce qu'est devenu Alger dans tout cela : quel est le statut de cette ville formée d'arrondissements urbains ? Est-elle une collectivité locale (ou territoriale) ? Une commune ? Est-elle dotée d'une assemblée populaire et d'un président ? Alger existe-il comme Oran ou Constantine ou Illizi ?

Voilà donc un petit livre et beaucoup de grandes questions.

Fouad Soufi

Recherches urbaines sur l'Algérie.- Cahiers du GREMAMO, n°14, 1997

Ce numéro des cahiers du GREMAMO rassemble 6 études et une bibliographie sélective des thèses. Dans une étude serrée sur *l'inversion du sens des migrations dans l'agglomération algéroise*, A. Prenant poursuit sa lecture implacable des chiffres. Cartes à l'appui, il montre les mouvements de populations au sein d'Alger au profit du centre et au détriment de la périphérie. L'implantation de structures industrielles a-t-elle eu des conséquences précises sur l'armature urbaine du pays ? B. Semmoud montre cette mutation profonde qu'ont connu les villes

moyennes du pays et leur rôle dans la construction de notre espace national. Les transports urbains collectifs auront eu une place importante dans le processus d'intégration urbaine. Ch. Janson-Jabeur trace l'histoire singulière des transports à Alger entre 1875 et 1959 et Mustapha Chachoua examine ceux d'Oran dans leur fonctionnement jusqu'en 1993, tant il est vrai que depuis la situation a radicalement changé. L'option Métro d'Alger est en grande partie remise dans un placard, et les transports collectifs, ces taxis-brousse, ont totalement évacué l'entreprise publique communale de transports du paysage oranais. Reste pour Oran comme pour Alger, une nouvelle espérance, un nouveau motif d'études et de séminaires : l'option Tramway.

Fouad Soufi

Toussaint, Jean-Yves - Architecte Urbaniste. Un fragment de la crise algérienne- Thèse de Doctorat de l'Université en sociologie urbaine. Nanterre, 1993. 641 p.

Voilà une thèse déroutante par sa fraîcheur, laquelle n'enlève rien à la rigueur exigée de tout travail universitaire. Choisir son propre itinéraire professionnel comme prétexte pour analyser, décoder, décrypter décrire non seulement le processus d'urbanisation, mais aussi les modalités de prise de décision et le fonctionnement des institutions chargées de gérer les questions urbaines et d'habitat en Algérie, n'est peut-être pas évident au départ. Mais à l'arrivée un exposé de méthode qu'on lit sans en être lassé presque d'une seule traite.

Deux grandes parties : *Chroniques d'un voyage en architecture* ou comment peut-on, comment devient-on architecte en Algérie, ce qu'il faut faire (ou ne pas faire), ce qu'il faut savoir et comment faire pour le savoir. Mais que l'on s'y trompe pas, ce n'est ni recettes de cuisines ni vade mecum. Tout ce qui est observable a été observé et analysé, confronté aux textes et à l'histoire. *L'architecte et le plan, le plan et le bureaucrate. Deux conclusions en une et des fragments.* Comment naît un Plan et comment on peut y lire la crise algérienne, comment la petite histoire des Zhun (ici celle de Tlemcen) montre que celles-ci «sont l'épicentre des transformations du mode de production de l'espace contemporain...» et «des transformations entre l'administration de la société globale et le territoire de ses activités» d'autre part, *l'urbanisme sans urbaniste* ne se porte peut-être pas plus mal et ne pose pas en priorité des problèmes de sécurité et de déracinement mal vécu. cf. le quartier réputé dangereux de Boudghéne à Tlemcen.

Des anecdotes pour illustrer le propos, des notes mises en exergue pour décharger le texte, des photos, des index, une chronologie et surtout une imposante bibliographie militent pour rendre visible et lisible cette thèse par son édition.

Fouad Soufi

Résumé de la thèse par l'auteur

Cette thèse prend appui sur une expérience d'architecte-urbaniste coopérant en Algérie constituée dans le cadre d'un contrat de coopération (contrat VSNA - Volontaire pour le Service National Actif-) entre 1980 et 1982, à la CADAT (Caisse Algérienne d'Aménagement du Territoire) d'Oran, Mission Technique de Tlemcen.

L'objet de ce travail n'est pas de se livrer à une valorisation de l'action personnelle mais de procéder à une déconstruction des mobiles à l'oeuvre dans le travail de conception, dans la production de l'espace dans le cadre du projet - ici le projet en urbanisme. Ce regard sur le projet s'intéresse au système de relations qui lie tout à la fois l'engagement personnel d'un individu, son statut professionnel et le rôle social que ce dernier lui octroie, une organisation (l'organisme employeur) et un complexe organisationnel (l'ensemble des organisations mises en rapport par le projet d'urbanisme ou d'aménagement).

Le corpus est constitué d'une série «d'histoires» des projets conduits dans le cadre du contrat de coopération. Ces «histoires», rédigées à partir d'un travail de remémoration, sont restituées dans l'organisation, la Caisse Algérienne d'Aménagement du Territoire et dans le projet social qu'elle avait pour mission de «mettre en espace» à travers sa production de Plans d'aménagement urbain.

Le contexte - l'Algérie - est exemplaire. La modernité y est un enjeu considérable du développement, notamment par les transformations économiques et sociales qu'elle qualifie. La planification urbaine joue un rôle central, dans la mesure où elle organise l'espace et où elle se veut l'instrument de cette modernité ; laquelle s'appuie sur une dépréciation des pratiques urbaines endogènes qui ne peuvent plus être investies d'un savoir-faire et d'un savoir-être dignes de structurer et d'engendrer des pratiques de conception et d'aménagement urbains qui leur soient propres. Le rôle d'un architecte étranger, mis en situation de réaliser un Plan d'urbanisme peut y être central, et cela, d'autant plus que l'architecte issu d'un pays industrialisé se trouve, de par son origine ethnique et culturelle, dans les meilleures conditions pour dominer le procès de modernité.

Ainsi, ce travail a-t-il progressivement glissé de l'analyse du cheminement de l'acteur - l'architecte - dans une organisation - la Cadat - chargée de produire l'espace urbain, à l'analyse de la Cadat comme organisation et de l'organisation au phénomène bureaucratique dans la société algérienne. Au terme de cette analyse, l'espace urbain planifié celui de la commande étatique, apparaît comme un «placage» et comme un «échec» (du point de vue des fins explicites de la stratégie de développement ; le changement des mentalités et la promotion de l'homme) du projet moderniste de la direction politique de l'Etat algérien. Echec par le biais duquel se pose le problème du rôle de la bureaucratie (au sens où M. Weber la définit comme administration rationnelle de la société) dans l'émergence des Etats modernes industriels. L'expérience de l'architecture, de l'urbanisme et de l'aménagement, comme

expérience de la domination légale rationnelle à travers l'activité organisatrice du territoire d'une société donnée (l'Algérie) révèle le paradoxe de la modernité : face à cette sorte d'échec, on ne peut guère incriminer, dans l'appréciation du rôle de la bureaucratie, son fonctionnement, mais au contraire l'insuffisance de son fonctionnement. En quelque sorte, en Algérie, plutôt pas assez, que trop de bureaucratie.

Jean-Yves TOUSSAINT

Villes, transports et déplacements au Maghreb. Actes du Colloque organisé du 5 au 10 octobre 1992 à Paris par le Laboratoire «Tiers-Mondes, Afrique», l'Université de Tunis, l'Université d'Oran, l'Inrets.-Paris, l'Harmattan, 1997

Ces 22 communications nous offrent une lecture pluridisciplinaire de la question des transports urbains au Maghreb. Quel peut être l'impact des réseaux de transport dans la dynamique urbaine ? Comment sont gérés les déplacements et quelle est leur logique ? Quels sont les moyens matériels et financiers ? Y a-t-il eu ou pas solution de continuité entre l'ère coloniale et les années post-indépendance, non seulement dans la gestion des transports urbains mais aussi au niveau des comportements des travailleurs et des usagers : les études générales et les études de cas mériteraient une approche particulière. Chacune de ces contributions montrent l'urgence des actions à mener.

Fouad Soufi

Delfante, Charles. - Grande histoire de la ville de la Mésopotamie aux Etats-Unis.- Paris, Armand Colin, 1997

Architecte, urbaniste et enseignant, l'A montre, dans un livre riche et dense, combien il est impossible de «planifier les établissements humains sans tenir compte du passé... » Une notion essentielle traverse le livre : *la composition urbaine*.

Depuis l'urbanisme des Hittites jusqu'à Brasilia, la composition urbaine consiste à « regrouper des éléments choisis pour en faire un tout homogène et complet de telle sorte qu'aucune partie ne puisse se suffire à elle-même... ». Une composition urbaine est toujours «*l'expression d'une idée pérenne qui donne, au fil du temps, son sens à la ville, la lie au site*». Derrière la composition urbaine, le pouvoir (les pouvoirs) et deux principes fondamentaux : l'ordre (nécessaire) et le symbolisme (grandeur et évidence du pouvoir en place). Trois lignes directrices d'études : la rue (lieu d'expression de l'ordre, des échanges), la place (lieu de démonstration de la puissance du pouvoir) et les plans (lieu d'expression de la création, de l'imagination et de la décision).

L'introduction est un essai dans lequel l'A. s'explique sur l'esthétique dans la ville. La première partie, *l'art de la ville à travers l'histoire de l'urbanisme*, constitue l'épine dorsale de l'ouvrage.

Voilà pourquoi bien que parti de Mésopotamie (peut-on commencer une histoire des villes dans une autre région du monde ?), ce tour du monde nous conduit très vite en Europe et accessoirement en Amérique avec quelques brèves incursions chez les Mayas (au Moyen âge européen.), en Inde, en Iran et en Chine.

L'expérience urbaine de la Mésopotamie s'arrête-t-elle à la protohistoire ? N'y a-t-il donc plus de villes ni d'art urbain en Egypte post-pharaonique ni en Perse post-achéménide ? Timgad est-elle la seule ville d'Afrique du Nord ? Carthage n'a pas existé ! Par contre plus de 4 pages sont consacrées à la Crête, 14 à la Grèce classique et 17 à Rome. Si le passage sur l'urbanisme au Moyen âge fait une petite place à Yucatan, il fait silence sur le monde arabe. Kufa, Baghdad (Madina Mudawara), Damas et plus tard Alger, Tunis, Fès, Constantine Marrakech et leurs médinas ne seraient d'aucune originalité. Pourtant la composition urbaine en terre d'Islam a également impliqué « *une science de l'organisation et une conscience de l'espace* ». Elle s'est tout autant exprimée « *par un tracé que matérialise une conception par le dessin* ». Mais le lecteur est prévenu : « *cette étude n'a pas la prétention d'exposer toutes les compositions urbaines du monde, ni de coller à une exhaustive histoire des villes...* » [p. 173] Quant à la page consacrée à Ispahan et à la place Maidam-I-Shah, elle se justifie par la crainte que le propos de l'A. « *ne soit par trop européen* ». En tout état de cause « *la composition d'ensemble constitue un événement urbanistique exceptionnel..* »

Une chronologie de 12 pages des principaux faits urbains depuis 7500 ans av. J. C. (Jéricho) jusqu'en 1968 (la cité jardin de Puchenau en Autriche) et une bibliographie de 8 pages (avec seulement 6 références sur l'urbanisme arabo-musulman) clôturent cet ouvrage dont la lecture devrait inciter nos urbanistes à tenter l'aventure de la synthèse.

Fouad Soufi